

**Entrevue avec Dominique Abrioux, professeur émérite de l'Université Athabasca et auteur du rapport *Strategic Issues in Single and Dual-mode Distance Education : The Organizational Blend of Two Canadian Distance Universities***

DistanceS a rencontré le professeur Abrioux dans le cadre du congrès de l'ACÉD qui s'est tenu à Téléu-UQÀM à Montréal en mai 2006.

**Q. LL Vous avez étudié la fusion entre la British Columbia Open Learning University et le Collège of the Caribou ainsi que le rattachement de la Téléu avec l'UQÀM. Considérez-vous ces deux rattachements comme une tendance qui va se poursuivre dans le monde de la formation à distance?**

DA Je ne crois pas qu'il y ait des comparables qui se soient produits ailleurs dans le monde et je ne peux dire si ça va se poursuivre. Il semble que ce soit un fait canadien et québécois. Dans le cas de la Colombie Britannique, cette fusion a été remarquée et est vue comme un gain pour les établissements traditionnels alors qu'au Québec, les professeurs dans les établissements traditionnels qui craignaient la Télé-université, après cette fusion avec l'UQÀM ne seront plus rassurés. Cette fusion semble avoir été faite pour la bonne raison celle qui va dans le sens d'une vision de développement de la formation à distance ou d'une offre plus considérable et selon des modes plus diversifiés de l'enseignement supérieur.

**Q. LL Quels sont les réels défis, les avantages et les risques de ces rattachements et de la bimodalité?**

DA D'abord il existe plusieurs modèles de bimodalité. Le modèle Téléu UQÀM est nouveau et je crois que la direction de Téléu-UQÀM semble vouloir intégrer la formation à distance dans le parcours de l'étudiant afin d'offrir aux étudiants la possibilité d'avoir le choix de suivre leurs cours à distance ou sur campus ce qui est très excitant comme nouvelle perspective. Les autres universités dites bimodales au Canada ne sont pas vraiment bimodales, pas dans les faits. Les offres sur campus et à distance y sont rarement intégrées, soit sur le plan administratif et organisationnel.

Par contre, le rattachement Téléu-UQAM propose une nouvelle formule d'organisation universitaire; c'est ce qui est entrain de se créer.

Ce n'est pas le cas de ce qui s'est produit en Colombie Britannique. C'est un collège (le Collège Caribou) qui n'avait aucune expérience en FAD ou si peu, qui a accepté d'intégrer la BCOU pour devenir une université. C'est ce qui s'est produit. Le Gouvernement avait décidé que la BCOU ne pouvait être maintenue. Mais pour des raisons politiques, il y avait 150 et 200 employés qui devaient être maintenus en emploi, le gouvernement a fait une offre d'appel aux autres établissements pour récupérer une partie de cette université.

Comme les offres n'étaient pas jugées acceptables, le gouvernement a offert au Collège Caribou (qui n'avait pas postulé) le statut d'université en échange.

Le Collège doit donc assimiler la BCOU dans sa mission dans sa culture l'obligeant à faire de la FAD, parce que ça fait partie du contrat. Qu'est-ce qui va advenir dans les années à venir? On ne sait pas. Les gouvernements ont la mémoire courte...

Le risque pour la Colombie Britannique c'est qu'il n'y a ait plus d'établissement provincial qui offre de la formation ouverte et à distance. La formation ouverte va au-delà de la formation à distance, et cherche souvent à favoriser des modèles d'apprentissage et de gestion de l'apprentissage qui sont beaucoup plus axés sur les besoins des étudiants (par exemple : inscription ouverte et en tout temps et à un rythme individualisé). Mais est-ce que le risque pour les étudiants est si grand? Pas si on considère que Athabasca offre déjà des services et peut desservir cette clientèle dans la mesure où elle continue de croître.

En plus, une des principales raisons d'être de la formation à distance, c'est de faire des économies d'échelles et comment y arriver si on met en compétition des universités de provinces avoisinantes? Cette nouvelle université ne sera pas reconnue parce qu'elle fait de la formation à distance, mais elle en fera quand même.

Ce qui reste intéressant d'observer, c'est comment les étudiants choisissent l'université à distance puisque c'est de la formation sans frontière. Je crois que les étudiants chercheront toujours un établissement régional, un étudiant de Rimouski qui veut suivre des cours en FAD va de préférence vers son université régionale et si elle n'offre pas de cours à distance, vers quelle université va-t-il se retourner? Va-t-il choisir la Téléq ou l'UQAM? Comment va-t-il faire son choix si les coûts sont équivalents bien sûr? Il va chercher une université reconnue. Et ici, au Québec, l'UQAM l'est davantage.

C'est la même chose pour Athabasca. Comme elle est reconnue, les étudiants vont choisir d'y aller parce que le nouvel établissement n'a pas acquis de renommée en formation à distance. On peut donc dire que cette nouvelle situation risque de favoriser l'université Athabasca. À condition que la clientèle d'Athabasca continue de desservir cette clientèle extérieure car c'est délicat, au premier cycle elle dessert 40% d'Albertains, au 2<sup>ème</sup> cycle 20% d'Albertains, ce sont des contribuables de l'Alberta qui financent cette université qui offre des services à une clientèle extérieure. S'il y avait eu moyen de faire une entente avec les provinces, la situation aurait été plus sûre plus claire, mais en l'absence de ce type d'entente, qu'arrivera-t-il dans 5 ans? On ne sait pas. Ces rattachements semblent avantageux pour le moment mais il n'y a rien d'assuré.

La situation est semblable avec la Téléq et l'UQAM. Pour le moment, la Téléq semble bien engagé dans un projet astucieux pour les cinq ou huit ans à venir mais à long terme c'est difficile à dire. Quels sont les réels sentiments de l'UQAM vis-à-vis la formation à distance? Quelles intentions le corps professoral de l'UQAM nourrit-il vraiment? On ne sait pas.

**Question :**

**LL On dit souvent que le succès de ce type de fusion universitaire repose entre les mains de la collaboration entre les professeurs, qu'en pensez-vous?**

DA Il y a un autre élément de contexte très important dont nous devons tenir compte : en raison de prises de retraite, le corps professoral se remplace à la Téléq comme à Athabasca actuellement. S'il n'y avait pas eu cette fusion, est-ce que ce remplacement n'aurait pas de toute façon entraîné avec lui aussi un changement de culture? Dans 5 ans, est-ce que la culture aurait été la même qu'il y a 10 ans? J'observe le même phénomène à Athabasca, plus on embauche de professeurs, moins on peut maintenir une culture particulière.

**Question :**

**MM Si les décideurs voulaient s'assurer la pérennité de la fusion ne devraient-ils pas prévoir des politiques d'embauche favorisant la pratique hybride de la FAD pour s'assurer une plus grande présence à l'intérieur?**

DA Cette approche serait idéale, mais ça va à l'encontre de la liberté académique. Qui sélectionne les professeurs sinon les professeurs eux-mêmes? Pour la Téléq et l'UQAM, Téléq est très petite et les professeurs de l'UQAM connaissent peu la Téléq. Est-ce que les pratiques d'embauche vont changer? Je ne pense pas, puisque les professeurs sont embauchés par leurs pairs. La Téléq qui devient de plus en plus traditionnelle surtout par rapport au début de son histoire, où il y avait peu ou pas de professeur issus de disciplines variées mais davantage des professeurs issus de la technologie éducative, avec une telle évolution et un tel contexte, plus il est difficile de maintenir une culture particulière.

**Q. MM Au Canada l'impact des chaires de recherche sur l'organisation universitaire depuis 10 ans a fait en sorte que les jeunes professeurs embauchés ont davantage le profil de chercheur qu'auparavant. Lorsqu'on pose la question aux professeurs, quelle est la première fonction que vous devez remplir, alors qu'avant 65% d'entre eux répondaient l'enseignement, aujourd'hui ce n'est que 35% qui considèrent l'enseignement comme leur première fonction. Peut-on penser mettre en place des mécanismes de régulation de cette fonction? MM**

DA Il faudrait une volonté politique. Le Canada n'a jamais voulu une politique de la formation à distance ni de formation ouverte, ni provinciale, ni fédérale. En l'absence de politique gouvernementale, ou en l'absence de moyens de support, comme pour les

chaires de recherche, c'est par l'investissement que ça pourrait se traduire, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à aujourd'hui. C'est donc difficile de penser que les choses se réorientent dans ce sens. Les politiciens ont toujours dit que c'était important et se sont souvent vantés d'être favorables au développement de la formation à distance, mais ils n'ont jamais systématiquement financé ce mode d'apprentissage ou développer une politique stratégique à son égard. et comme les universités vont vers l'argent, on peut comprendre leur tiédeur vis-à-vis la formation à distance.

**Q LL Est-ce que les leaders universitaires ne devraient pas faire du lobbying auprès des politiciens?**

DA Ils ne le font pas parce qu'ils ne sont pas intéressés à le faire. Lorsque les membres de la CREPUQ se réuniront, par exemple, qui va parler de l'importance de promouvoir le développement de la formation à distance? Le recteur de l'UQAM comme le faisait avant la directrice générale (mais même lui aura forcément plus intérêt à mettre l'accent sur ce qui préoccupe les universités traditionnelles), mais qui d'autre? La question reste ouverte.

Propos recueillis par Lucie Lavoie, co-éditrice de DistanceS

LL Lucie Lavoie

MM Martin Maltais

DA Dominique Abrioux